

Administration  
Rédaction  
Abonnements et  
Publicité

Avenue de Luxembourg  
51 56 : Bdi 5056 B.P. 2573  
BUJUMBURA - BURUNDI



22 5411 - 22 6232

Prix par numéro :

# Le Renouveau

## du Burundi



LE QUOTIDIEN BURUNDAIS D'INFORMATIONS

16ème Année

ABONNEMENT

BURUNDI

12 Mois : 14000 FBU

6 Mois : 7200 FBU

3 Mois : 3650 FBU

Imprimé sur les presses  
Offset de l'INABU.

50 FBU l'exemplaire

**Le secrétaire  
d'Etat à la  
Sécurité  
Publique s'est  
fait agresser à  
Ndora**

LIRE EN PAGE 4

**Gitega  
Mutaho,  
une des  
communes  
les plus  
sinistrées**

LIRE EN PAGE 6

**Cankuzo  
La population  
commence à  
retrouver le  
calme**

LIRE EN PAGE 6

**Déclaration  
des élèves et  
éducateurs  
du lycée de  
Busiga**

LIRE EN PAGE 8

## Dans certaines communes de Kirundo, les tueries continuent

La situation reste tendue en province Kirundo. On l'a remarquée lors du passage du ministre de l'Aménagement du Territoire, des Ressources Naturelles et de l'Environnement, M. Ernest Kabushemeye dans les communes Gitobe, Bwambarangwe et Busoni.

Avant de se rendre dans ces communes pour y lancer son message de pacification, le gouverneur lui a d'abord fait le tour d'horizon de l'état de sécurité dans la province. Il a parlé

de la création d'un comité provincial de crise qui est composé de fonctionnaires, des membres de confessions religieuses et des militaires.

Pour chaque commune, on a désigné deux personnes qui s'occupent de la sécurité.

Seules trois communes ont des administrateurs : Kirundo, Vumbi et Ntega ; celui de Busoni est mort. Les autres administrateurs sont en exil. La commune de Bugabira est presque déserte. Les Hutu sont en exil au Rwanda et les Tutsi

se sont réfugiés au centre commercial.

A Bwambarangwe, l'administrateur, avant de partir au Rwanda, aurait réuni les chefs de zones pour leur donner l'ordre d'inciter les Hutu à massacrer les Tutsi.

A part les communes Ntega et Kirundo tous les administrateurs de Kirundo sont en exil.

Dans les écoles, il n'y a pas eu de débordements à part que certains élèves ont fui vers

*Suite en page 2*

## Conférence de presse de M. Sylvestre NTIBANTUNGANYA, président a.i. du FRODEBU et ministre des Relations Extérieures et de la Coopération

*Suite de l'article paru dans Le Renouveau n° 4230*

Après l'exposé du président a.i. du FRODEBU, M. Sylvestre Ntibantunganya, les interventions se sont dirigées vers la part du FRODEBU dans la gestion du pays en ce moment de crise ainsi que la question de la sécurité notamment l'intervention des Forces Armées dans le rétablissement de la paix sur les collines.

Concernant la part du

FRODEBU dans la gestion du pays en ce moment de crise, M. Ntibantunganya, a précisé que son parti a eu des difficultés de gérer le pays au moment de l'épreuve nationale puisque les putschistes, outre l'assassinat du Chef de l'Etat, Son Excellence Melchior Ndadaye, ils venaient de décapiter la tête du parti FRODEBU. Qui n'aurait et qui ne se serait pas caché si

les putschistes ne trouvaient pas le responsable du FRODEBU recherché, ils s'en prenaient à son épouse, a-t-il dit. Garantissez-moi la sécurité, je vous garantis le retour à la paix dans le pays. Il y a des gens qui ne dorment pas, a-t-il dit, tant que Ntibantunganya, Ngendahayo et Nyangoma ne

*Suite en page 3*

**Les Etats-Unis et l'embargo contre Cuba  
Ils veulent forcer M. Castro à respecter les  
droits de l'homme**

LIRE EN PAGE 9

Conférence de presse de M. Sylvestre NTIBANTUNGANYA, président a.i. du FRODEBU

# "Garantissez-moi la sécurité, je vous garantis le retour à la paix"

SUITE DE L'ARTICLE PARU DANS LE RENOUVEAU N° 4230

Suite de la première page

sont pas encore morts.

Le parti FRODEBU a néanmoins des énergies suffisantes afin d'apporter des solutions apparemment introuvables. Je ne voudrais pas pour l'instant, a-t-il poursuivi, convoquer les responsables du FRODEBU sur le terrain, alors que le terrain n'est pas encore sécurisé. Le cas de l'administrateur de Makebuko assassiné en est la preuve. Mais, selon M. Ntibantunganya, cela n'a pas empêché des messages de pacification par nos militants. Mais l'on ne voudrait pas perdre dans l'exil; nous avons suffisamment opéré dans la clandestinité, a-t-il précisé.

Dans une tentative de solution dans cette crise ethnique, quelqu'un a proposé le fédéralisme ethnique. Les Hutu d'un côté et les Tutsi de l'autre.

Le président a.i. du FRODEBU a dit qu'il n'avait pas la compétence de répondre à cette question. Mais à son avis il n'est pas impossible que les Hutu et Tutsi cohabitent. Si par exemple, a-t-il indiqué, lui cohabite avec les Tutsi, pourquoi ne pas l'étendre au niveau national. Si les Bahutu et les Batutsi avaient toujours visé des massacres réciproques, une ethnologie aurait déjà eu le dessus sur l'autre. Il y aurait même des guerres interminables.

Concernant la sanction des coupables, le président a.i. du FRODEBU a précisé qu'il faudrait déjà que l'appareil judiciaire soit en marche. Malheureusement, a-t-il ajouté, l'on a l'impression, qu'il est bloqué. Le gouvernement, a-t-il dit, n'a pas à donner des instructions. Il a tenu à souligner que normalement cette commission d'enquête n'était pas nécessaire.



Sévère réquisitoire du président a.i. du FRODEBU, M. Sylvestre Ntibantunganya à l'égard des militaires impliqués dans l'assassinat du Chef de l'Etat, Son Excellence Melchior Ndadaye: "Les Forces Armées du Burundi n'inspirent plus confiance à la population..."

La question de la sécurité a ensuite occupé longuement l'audience en ce qui concerne l'attitude des Forces Armées dans la crise.

M. Ntibantunganya n'a pas mâché ses mots. L'armée, a-t-il souligné, n'inspire plus confiance à la population. S'il en est ainsi, il faudrait que cette armée change dans sa mission, sa conception et son organisation.

Qui aurait vu une unité militaire défendre le Chef de l'Etat assassiné? Qui aurait entendu des unités désapprouver l'assassinat du Chef de l'Etat, a-t-il demandé. Nous sommes face à une armée, a-t-il précisé, ou l'homme de troupe fait la loi. Il a insisté que les choses doivent changer face à une catégorisation à outrance avec une tendance à la "somalisation".

D'autres questions ont été soulevées notamment la question de sécurité le jour des funérailles du Chef de l'Etat.

Le danger est à chercher ailleurs, a souligné le pré-

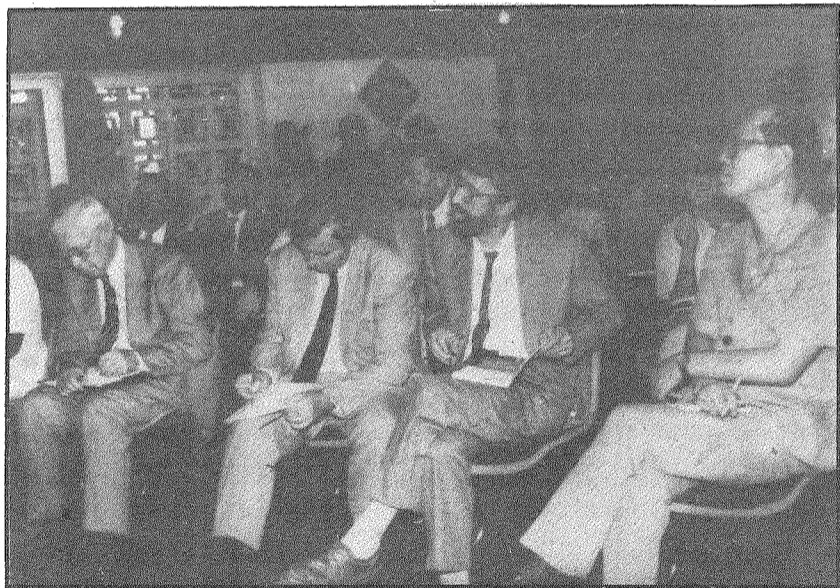
sident a.i. du FRODEBU, car l'on devra réserver l'honneur et

Un journaliste a soulevé ensuite la question de censure qu'il a qualifiée de grave et de dramatique. Le président a.i. du FRODEBU a précisé que le Gouvernement ne peut pas laisser passer n'importe quoi à la RNTB notamment des tracts et qu'au contraire, il existe des gens qui proposent de distiller davantage les informations.

Il a été question en outre du "code juin" lancé par le FRODEBU et stipulant l'extermination des Tutsi, selon l'intervenant.

Le président a.i. du FRODEBU a dit que si ce code existait, il accepte d'assumer les responsabilités en tant que président du FRODEBU et que si quelqu'un l'avait, il n'a qu'à le présenter à l'assemblée.

Le président a.i. a même



Une vue des invités avec une forte représentation des diplomates et représentants consulaires à la conférence de presse tenue par le président a.i. du FRODEBU.

la dignité nécessaire pour rendre le dernier hommage au premier Président du Burundi élu démocratiquement et assassiné.

accepté d'être "taxé" de criminel contre l'humanité si ce "code juin" venait d'être découvert.

Louis Ruzoviyo.

Administration  
Rédaction  
Abonnements et  
Publicité

Avenue de Luxembourg  
51 56 : Bdi 5056 B.P. 2573  
BUJUMBURA - BURUNDI



22 5411 - 22 6232

Prix par numéro:

# Le Renouveau

du Burundi



LE QUOTIDIEN BURUNDAIS D'INFORMATIONS

16ème Année

ABONNEMENT

BURUNDI

12 Mois : 14000 FBU

6 Mois : 7200 FBU

3 Mois : 3650 FBU

Imprimé sur les presses

Offset de l'INABU.

50 FBU l'exemplaire

## Commentaire

### Enterrer les morts, c'est éviter des fléaux

Les événements sanglants consécutifs au putsch de la nuit du 20 au 21 octobre 1993 peuvent entraîner de graves maladies, les cadavres ne sont pas enterrés rapidement et correctement.

Ainsi risque-t-on de voir le drame s'ajouter au drame. En effet, à travers les âges, les guerres ou massacres de grande envergure ont été suivis d'épidémies, la plus redoutée étant la peste.

Or, dans notre pays, même avant que ces massacres et tueries ne soient perpétrés, la dysenterie bacillaire et le choléra avaient pris d'assaut des régions entières. Si bien que pour la seule province de Muyinga, près de dix mille personnes avaient déjà attrapé cette maladie dite des mains sales.

Etant donné la situation chaotique dans certains coins, il est difficile de donner des directives uniformes. Et chaque intervenant potentiel devrait se sentir plus concerné que jamais.

Venons-en à quelques questions pour faire sentir où le bât blesse.

Premièrement, qui devrait enterrer ces cadavres? Nous savons que dans la coutume burundaise, les parents et voisins s'en sont toujours chargés. Mais aujourd'hui aux grands maux, il faut consacrer les grands moyens. En d'autres termes dans certains cas, il faut l'action des services spécialisés. Si pas pour enterrer, au moins pour une sensibilisation conséquente, comme cela est fait pour lutter contre la dysenterie, le choléra ou le SIDA. Ne faudrait-il pas déjà parler du fléau que constitue la peste: "maladie infectieuse et contagieuse transmise du rat à l'homme par morsure ou par l'intermédiaire des puces"?

Les services d'hygiène, de pompes funèbres, ne devraient plus opposer à l'urgence le silence. C'est d'autant plus dommage qu'à leur passage près de Kibimba, Karusi etc... les voyageurs sont encore suffoqués par l'odeur des cadavres putréfiés à l'air libre, dans les fourrés ou rivières.

Une chose est sûre, proches ou éloignés des lieux du sinistre, personne ne devrait se croire à l'abri des terribles maladies qui, comme l'épée de Damoclès nous guettent si ces cadavres ne sont pas enterrés au plus vite et correctement.

Fulgence Wakana.-

## Conférence de presse de M. Sylvestre NTIBANTUNGANYA, Président a.i. du FRODEBU

### "Garantissez-moi la sécurité, je vous garantis le retour à la paix"

Le ministre des Relations Extérieures et de la Coopération, M. Sylvestre Ntibantunganya a donné une conférence de presse en tant que président a.i. du parti Sahwanya-FRODEBU au Club des Vacances.

Selon le ministre, il s'agit de voir comment le Burundi peut sortir aujourd'hui du drame qui l'accable et se remettre sur la voie de la démocratie, des

droits et libertés qui doivent être reconnus à tous et à chacun peu importe leurs origines ethnique ou politique.

Trois points ont été développés :

"Quelle évolution observe-t-on sur le terrain quant au rétablissement de l'ordre, de la sécurité et de la paix à travers le pays et comment les forces nationales partisans du droit et de la liberté devraient-elles

d'avantage s'investir dans des actions destinées à consolider la paix.

M. Ntibantunganya s'est d'abord refusé le schéma suivant: assassinat du Président Ndadaye qui a entraîné le génocide des tutsi par les bahutu. Réaction ensuite de l'armée essentiellement tutsi qui est revenue à la charge retranchée derrière sa mission de

Suite en page 2

## Entretien avec M. Adrien Sibomana, député du groupe UPRONA

### "Il faut la neutralité des responsables sur le terrain pour inspirer confiance à la population"

Faire un examen de conscience, oublier l'appartenance aux partis politiques et aux ethnies, se surpasser, essayer de se dépasser et regarder en avant, ne pas accepter que la déchirure de la nation se poursuive, faire un effort pour sauver ce qui reste à sauver tout en se mettant ensemble, dans un choix judicieux des vrais Bashingantaha. Tel est le bref message que M. Adrien Sibomana, député uproniste en province Muramvya et Premier Ministre sous le régime Buyoya a lancé à la nation, après avoir circulé dans sa circonscription électorale et observé les énormes dégâts causés par la crise politique du mois d'octobre.

LIRE EN PAGE 4

Amnesty  
International  
demande au  
Sommet  
Francophone de  
mettre un terme à  
l'impunité

LIRE EN PAGE 10

Economie  
Les débouchés  
commerciaux  
dans  
l'ex-URSS

LIRE EN PAGE 8

Conférence de presse de M. Sylvestre NTIBANTUNGANYA, président a.i. du FRODEBU

# "Garantissez-moi la sécurité, je vous garantis le retour à la paix"

Suite de la première page

rétablissement de l'ordre mais en fait mue par un sentiment primitif et vengeur.

Aux yeux du parti Sahwanya-FRODEBU, a-t-il dit, une telle schématisation cache mal son but: présenter une partie de la population comme étant l'unique responsable. Ce qu'il faut reconnaître, a-t-il poursuivi, c'est que l'engrenage de la violence a pris des contours différents d'une région à une autre. C'est ainsi par exemple, a-t-il dit, que si à Ruyigi ou à Gitega des éléments militaires et civils d'origine ethnique tutsi ont vite fait de prolonger l'acte ignoble d'assassinat du Président de la République par une élimination systématique des cadres du FRODEBU ou autres cadres administratifs ou commerçants d'origine hutu, dans certaines communes du pays, a-t-il ajouté, on a vu des groupes ethniquement composés de hutu vite partis venger la mort du Président Ndadaye en assassinant gratuitement leurs concitoyens d'origine tutsi.

Comment gérer alors la situation actuelle ?

Outre le concours humanitaire et des actions politiques qui doivent être entrepris, a-t-il indiqué, M. Sylvestre Ntibantunganya a donné des propositions du parti Sahwanya-FRODEBU de la gestion ponctuelle de la crise en faisant connaître sa position sur les conditions immédiates qu'il faudrait réunir pour raffermir la confiance entre les différentes composantes de la population: tout citoyen burundais, épris réellement de paix, adhérant aux principes de la démocratie et partisan des droits et libertés de la personne humaine doit condamner sans équivoque l'ignoble assassinat du



Le président a.i. du FRODEBU et ministre des Relations Extérieures et de la Coopération, M. Sylvestre Ntibantunganya.

Président de la République et de nombre de ses collaborateurs.

Devant les générations burundaises présentes et à venir, mais aussi devant toute la communauté humaine, les auteurs et commanditaires du coup d'Etat sanglant du 21 octobre 1993 doivent porter la responsabilité première des drames que vit le Burundi.

En conséquence, a dit le président du parti, Sahwanya-FRODEBU recommande au Gouvernement de mener rapidement une action visant à les faire poursuivre partout où ils pourraient tenter de se réfugier car ils ont commis de véritables crimes contre l'humanité.

A cet effet, a-t-il poursuivi, il est impérieux que le Gouvernement introduise rapidement auprès des instances

internationales habilités, une requête pour la constitution d'une commission internationale d'enquête qui entre autres devrait aboutir à l'identification de ces criminels qu'il faudrait traquer sans répit.

Si l'on peut comprendre, a précisé le président du parti, le chagrin, la peine et la désolation que la mort du Président Ndadaye tant aimé des millions de Burundais, l'on ne peut néanmoins cautionner les tueries qui ont suivi cet assassinat prétendument pour venger la mort du Président Ndadaye.

Il faudra dès lors, a-t-il dit, que tous ceux qui se sont rendus coupables d'une manière ou d'une autre des tueries qui ensanglantent notre pays soient poursuivis suivant les lois et règlements burundais.

Dans de nombreux cas

l'énervement et la dérive meurtrière qu'on a observés au sein de la population, a indiqué le président du parti, ont été la conséquence d'un comportement des éléments de l'armée qui au lieu de s'atteler au rétablissement de l'ordre et à favoriser la sécurité pour tous, a-t-il dit, se sont révélés être de véritables obstacles à la paix.

Le FRODEBU, a-t-il poursuivi, réitère sa recommandation que toutes les forces militaires évoluant à la campagne sans réquisition expresse et collaboration avec l'administration soient retirées.

## Recommandations

Pour que cette recommandation soit effective, l'administration est appelée à se manifester, a-t-il indiqué et à reprendre fermement en main l'encadrement des circonscriptions territoriales du pays, de la colline de recensement à la province, en passant par la zone et la commune.

Néanmoins, a-t-il dit, tout le monde se rend compte que cette administration ne peut de nouveau être active que si sa sécurité est garantie.

Et pour consolider la sécurité, le président du parti a proposé que des comités locaux de sécurité soient constitués où se côtoient des bashingantahe issus de toutes ethnies.

Compte tenu de la situation grave qui règne dans les écoles, le président du parti recommande au Gouvernement de fermer toutes les écoles et analyser les possibilités de mettre ces nombreuses forces dans des actions de reconstruction du pays dans les différentes circonscriptions communales dont ils sont originaires.

Suite en page 3

**Conférence de presse de M. Sylvestre NTIBANTUNGANYA, président a.i. du FRODEBU**

# "Garantissez-moi la sécurité, je vous garantis le retour à la paix"

*Suite de la page 2*

Ces élèves pourraient être mis à profit dans l'organisation de la distribution de l'aide humanitaire.

Au-delà de toutes ces recommandations adressées au Gouvernement, a-t-il poursuivi, le parti Sahwanya-FRODEBU qui a gagné les élections jouit d'une large audience de la population burundaise et joue aussi un rôle prépondérant dans le rétablissement de la sécurité, l'ordre et de la confiance.

C'est ainsi que le président du FRODEBU demande aux militants ce qui suit:

- Vaincre la peine que le président du parti partage avec eux, lui qui a perdu au cours de cette grave épreuve nationale, a-t-il précisé, des amis et compagnons politiques mais aussi, a-t-il poursuivi l'être le plus cher de sa vie, son épouse.

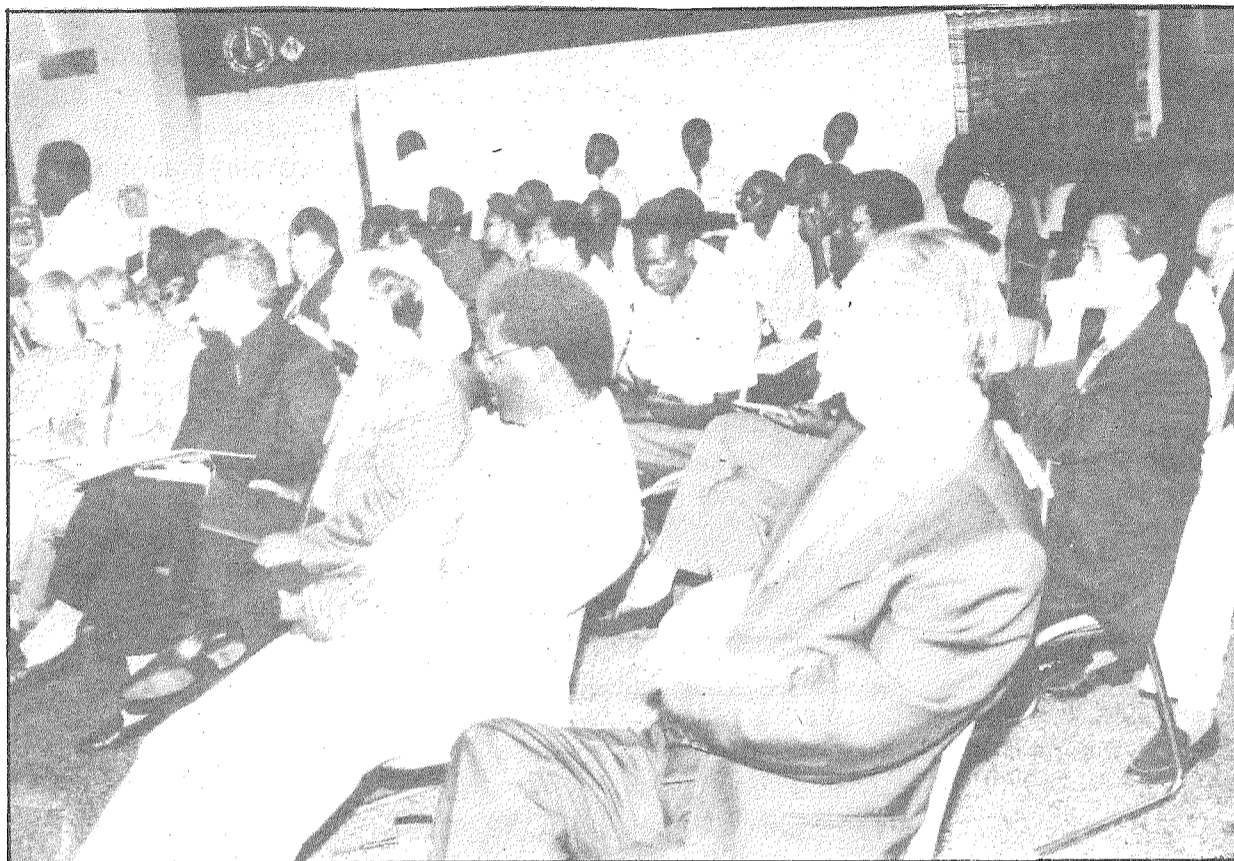
- Réanimer activement les structures et organes du parti pour qu'ils soient un instrument aussi efficace dans le rétablissement de la paix, de la sécurité sur toutes les collines. Les membres du parti doivent savoir s'assurer une sécurité collective qu'ils doivent partager avec les autres citoyens de leurs terroirs.

- S'associer avec les hommes de bonne volonté pour barrer la route à tous ceux qui par des voies violentes cherchent à usurper la victoire du parti, celle d'une véritable démocratie sûre et rassurante.

Marginaliser et paralyser les courants centrifuges et anti-démocratiques qui ont fait tant piétiner le peuple dans la marche vers la démocratie.

**Perspectives politiques pour asseoir une véritable démocratie**

Le président du FRODE-



*Une vue des invités à la conférence de presse tenue par le président a.i. du FRODEBU*

BU a révélé son désaccord sur les procédures de la Cour Constitutionnelle.

Alors que le Gouvernement n'avait saisi la Cour, a-t-il indiqué, que sur le point précis, celui relatif à la constatation de la vacance au poste de Président de la République, les membres de cette Cour sont allés très loin; a-t-il dit, en statuant "ultra petita" notamment en ce qui concerne l'organe chargé d'assurer l'intérim du Président de la République.

Outre ce vice de forme judiciaire, a-t-il dit, le juge ne se prononce que sur les prétentions lui soumises par les parties. L'arrêt comporte une extravagance politique qui peut compliquer le processus de stabilisation de la situation qui devrait être recherchée en vue de bien préparer les élections présidentielles qui feront retourner le pays aux institutions normales.

Soucieux de favoriser un climat de paix dans le respect

strict de la légalité constitutionnelle a dit le président du parti, le FRODEBU pense que la situation que vit le pays est un véritable cas de force majeure. Il s'avère donc, a-t-il ajouté qu'il ne peut être procédé à l'organisation de nouvelles élections présidentielles avant au moins une année. Il faudrait, a-t-il poursuivi, rétablir préalablement la paix et la sécurité dans le pays, reconstruire les infrastructures économiques et sociales détruites et surtout rapatrier le sixième de la population burundaise contraint de vivre en exil.

Quant à l'intérim du Président de la République, ne pourrait-il pas être assuré par le nouveau président de l'Assemblée Nationale, a-t-il demandé dont l'institution va se doter au cours des prochains jours ?

Enfin, le président du parti a proposé certaines actions de politique intérieure:

Le soutien d'une force

internationale de protection des institutions démocratiques et des personnalités politiques.

La constitution rapide d'une force recrutée sur des bases nationales destinées à protéger les institutions démocratiques et les personnalités politiques capables de dissuader et de faire face en cas de besoin, a-t-il dit, à toute aventure putschiste.

La définition et l'exécution d'une politique nationale de défense qui combine la mise à profit des disponibilités populaires et l'édification d'une véritable armée nationale, a-t-il ajouté, qui recrute dans toutes les ethnies, dans toutes les régions et dans tous les clans. Cette armée, a-t-il poursuivi, devra être éduquée dans l'esprit et la culture démocratique qui doivent inéluctablement triompher dans la gestion du Burundi.

**Louis Ruzoviyo.-  
(A SUIVRE)**